CERTIFICAT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE RÉVISION COMPTABLE
SESSION DE DECEMBRE 2018

**ÉPREUVE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
& DROIT DES AFFAIRES**

Durée : 3 heures – Coefficient : 1

Le sujet se présente sous la forme de deux parties indépendantes :

<i>Première partie</i>	<i>8 points</i>	<i>Page 2</i>
<i>Deuxième partie</i>	<i>12 points</i>	<i>Page 4</i>

- 1. Aucun document n'est autorisé.*
- 2. Matériel autorisé : une calculatrice de poche à fonctionnement autonome, sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel.*
- 3. Le sujet comporte 5 pages numérotées de 1 à 5 (y compris la page de garde).*
- 4. Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.*

Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.
Toute information calculée devra être justifiée.

PREMIERE PARTIE (8 points)

M. ALI, expert comptable membre de l'OECT, vous soumet les éléments suivants relevés dans le cadre de l'audit légal de 2018 relatif au premier exercice de son mandat auprès de la société anonyme Alpha, à savoir :

1) Le capital de la société, libéré depuis la constitution, est de 2 000 000 dinars composé de 20 000 actions d'une valeur nominale de 100 dinars l'une.

Le capital est détenu par trois actionnaires personnes physiques A, B et C détenant respectivement 30%, 20% et 10%. Le reste est détenu par quatre personnes morales W, Y, Z, et U détenant chacune 10%.

A la lecture du PV de l'assemblée générale ordinaire (AGO), tenue le 10 Juin 2018 à 9H sur convocation des actionnaires, il appert que seuls les actionnaires A, B, et W ont été présents ou représentés. Ladite AGO a nommé entre autres Monsieur ALI en qualité de commissaire aux comptes pour les exercices 2018, 2019 et 2020. Les résolutions de l'AGO n'ont été adoptées que par l'actionnaire A. $30 + 20 + 10 = 60 \rightarrow A = \frac{1}{3} = 33\% \text{ ou } 30\% \text{ A = respecter}$

2) Le PV de l'assemblée générale extraordinaire (AGE), tenue le 10 Juin 2018 à 11H à laquelle étaient présents les mêmes actionnaires A, B, et W, a décidé d'augmenter le capital de la société par émission de 10 000 nouvelles actions de numéraire émises à 150 dinars l'une et à libérer totalement à la souscription en numéraire ou par compensation. R.S

L'AGE a accordé un délai d'un mois pour l'exercice du DPS par les anciens actionnaires. Les résolutions de l'AGE ont été adoptées par les actionnaires A et W. 50% : $\frac{2}{3}$ respect : 30 + 10%

3) Une convention a été conclue entre la société et son PDG Monsieur A, par laquelle ce dernier a avancé à la société la somme de 500 000 dinars depuis le 1^{er} mars 2018, moyennant un taux d'intérêt annuel de 10%. Compt courant ass. Auto. pour lib. + Av. + a. p. lib. + non app.

4) L'augmentation du capital a été souscrite par les actionnaires personnes physiques uniquement, qui ont exercé dans les délais impartis leur droit préférentiel de souscription. Cependant, pour les actions non souscrites devenues disponibles, chacun des actionnaires A et B a demandé de les souscrire totalement. a. lib. reductible et valeur lib. $\rightarrow$ cas de lib. de chacun.

5) L'actionnaire A, a libéré la totalité des actions par lui souscrites par compensation de sa créance sur la société. $\rightarrow$ C.A.A. + R.S. du C.A.C. $\rightarrow$ ni ni liquide, ni esche, ni encaiss.

6) La société Alpha a participé fin 2018 à hauteur de 99% au capital d'une nouvelle société à responsabilité limitée, le reste du capital (1%) a été souscrit par Monsieur A.) Ste mei

Travail à faire :

1) Indiquer toutes les conditions nécessaires pour la régularité des décisions prises par l'AGO (conditions de convocations, quorum, majorité, et publication) ? (1 point)

$\hookrightarrow$ Rapport au C.A.C. précédent

+ R.G

$\hookrightarrow$ Avec des 6/10 15 Janvier AGO

2

$\hookrightarrow$ enregistré dans P.V.

$\rightarrow$ Insertion au R.C

$\rightarrow$ Publication au JORF

+ 2 Conditions

- 2) Indiquer toutes les conditions nécessaires pour la régularité des décisions prises par l'AGE (conditions de convocation, quorum, majorité, et publication) ?. (1 point) ✓
- 3) Indiquer les étapes à observer pour la réalisation juridique de l'augmentation du capital ? (2 points) ✓
- 4) Déterminer la nouvelle répartition du capital social de la société entre les actionnaires après son augmentation ? (2 points)
- 5) Indiquer le contenu du rapport spécial du commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2018 et les diligences correspondantes du commissaire aux comptes ? (2 points)

SECONDE PARTIE

La société ENCODE est une société anonyme dont l'objet consiste dans le commerce de gros. Son capital est détenu, à parts égales, par huit frères qui sont tous membres du conseil d'administration. La société est dirigée par Mr MOHAMED nommé au poste de président directeur général. 3A 12 118 L'actuari

1- À l'effet de concrétiser une alliance stratégique avec un partenaire étranger, la société ENCODE envisage de réaliser une extension de son activité et d'augmenter son capital par apport en nature d'un terrain appartenant à Mr MOHAMED. Pour la concrétisation du montage, le tribunal a désigné un expert judiciaire, et l'a chargé d'évaluer le dit terrain tout en lui fixant une avance de 500 dinars au titre de ses honoraires. Dès sa nomination, l'expert a procédé à la convocation des parties et a entamé ses travaux d'investigation. Concernant l'avance, il a demandé que la société demanderesse la majeure de 1.000 dinars du fait des difficultés d'investigation. Après l'encaissement de l'avance, l'expert judiciaire, constatant que ses travaux n'avancent pas du fait de problèmes liés au titre foncier, il a proposé à la société de lui confier une mission à l'effet de reconstituer l'origine de propriété du terrain moyennant des honoraires de 2.000 dinars. Une convention a été signée dans ce sens et un chèque de 2.000 dinars lui a été remis. Toutefois, la société lui a demandé d'attendre la fin du mois pour la remise du chèque à la banque le temps d'alimenter le compte bancaire. Dans son rapport, l'expert judiciaire a évalué le terrain à 1.000.000 dinars, alors que des terrains limitrophes sont proposés à des prix inférieurs de 20 à 30%. Le juge a taxé les honoraires de la mission de l'expert à la somme de 1.200 dinars.

2- La société a participé à concurrence de 92% au capital d'une nouvelle société, le reste du capital a été souscrit par tous les actionnaires à parts égales. Estimant que l'égalité entre les

Art 222 dans se delibere av
de la et rep
raison + 15000000

actionnaires est assurée, il a été décidé que la société libère effectivement 100% du capital de la nouvelle société et d'inscrire le surplus payé au lieu et place de ses actionnaires, comme un supplément du coût de sa participation financière.

A tous de confiance qualifiée art 297 du C.P.
1000000 + une divid. non qualifiée sans + usance

3- Des espèces et des chèques reçus des clients et revenants à la société, ont été détournés par le responsable commercial et par un démarcheur payé au pourcentage. D'après l'enquête, il s'avère que ces liquidités ont été déposées dans les comptes bancaires du responsable et du démarcheur à parts égales. Les premiers détournements remontent à plus de 3 ans et ont continué jusqu'au dernier mois. Les comptes clients y afférents, demeurant anormalement débiteurs, n'ont été provisionnés que lors de l'établissement des derniers états financiers.

4- La société ENCODE a sollicité une banque commerciale pour obtenir un prêt bancaire de 5 millions de dinars pour le financement de ses investissements. La banque conditionne l'accord du crédit à l'obtention d'une situation intermédiaire consolidée, ainsi que des états financiers prévisionnels. La société a présenté à la banque ces états non audités. Lors de l'établissement de ces états, les stocks ont été évalués aux prix de vente, permettant ainsi de présenter un bénéfice respectivement de 250.000 et 400.000 dinars. Ces chiffres positifs ont encouragé la banque à accorder le crédit par une décision de financement. Le déblocage a porté sur 50% du crédit, le reliquat devant avoir lieu dans un mois.

ordon
l'ann
fausse
me sent
au lieu
non pour
par l'Etat
à 23
et au
Dylynd
la 10
group
No 20
la 27

5- La société a connu fin de 2017 des difficultés économiques suite à des inondations qui ont détruit la majeure partie des stocks et des immobilisations. Ces pertes n'ont pas été couvertes par la police d'assurance, la société se trouve ainsi dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible.

Devant cette situation, et sur l'insistance de l'un des actionnaires détenant 5% du capital, le Président Directeur Général a déposé une demande d'admission au règlement judiciaire auprès du tribunal de première instance du siège social.

La société a eu des difficultés pour collecter et préparer les documents devant accompagner la demande, mais finalement les documents suivants ont été préparés de manière approximative sous la responsabilité du conseil d'administration :

- les bilans et comptes annexes des trois dernières années,
- un état de l'actif et des dettes de l'entreprise,
- le rapport du commissaire aux comptes des trois dernières années,
- le compte d'exploitation prévisionnelle des trois prochaines années.

La demande de la Société étant acceptée, le président du tribunal de première instance a ordonné l'ouverture d'une période d'observation de neuf mois à partir du 31 mars 2018 et a désigné un administrateur judiciaire et un juge commissaire.

faillite

Constatant cette situation, la banque refuse désormais de débloquer le reliquat du crédit initialement accordé. → peut être opposable.

6- Durant l'accomplissement de sa mission, l'administrateur judiciaire a bénéficié de la même rémunération et des mêmes avantages que ceux accordés au président directeur général y compris l'utilisation d'une voiture, il vient de majorer ses émoluments de 6% comme tous les autres employés suite aux accords avec les syndicats.

Abus de pouvoir
art 223

Travail à faire :

1. Préciser les obligations en matière d'alerte, prévues par la loi sur les procédures collectives en vigueur en précisant les personnes qui en ont la charge ? (1,5 points) CAC | Dirigeant | CNSS | us de finan. Comité de surveillance des E de droit.
2. Expliquer pourquoi il a été difficile d'établir les documents devant accompagner la demande de règlement judiciaire ? (0,5 point) Je n'ai pas de quoi seul les dirigeants ont des droits au travail.
3. Discuter chaque situation de 1 à 6, en se prononçant sur l'existence ou non d'infractions pénales. Préciser éventuellement leurs éléments constitutifs et désigner les présumés auteurs et complices ? (7 points) ✓
4. Concernant le commissaire aux apports, discuter des chances d'aboutir d'une action en justice intentée contre lui pour faux, sur la base de l'article 172 du code pénal ? (1 point) Se général au de fait juridique | 172 | 50000000
CA : 1000 à 1000000 + 1500000
5. Concernant les états financiers intermédiaires consolidés et provisionnels ainsi établis par la société :
 - le conseil d'administration pourrait-il être tenu responsable s'il a présenté ces états aux actionnaires ? doit un quel examen de EF interm et provision.
 - qu'en est-il de la responsabilité éventuelle du professionnel qui les a visé sans aucune réserve, traiter, selon le cas, s'il s'agit d'un commissaire aux comptes ou d'un auditeur contractuel ? (2 points)